

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 451

Artikel: Mai 68-Mai 78 : qu'est-ce qui a changé?
Autor: Crettaz, Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027109>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mai 68-Mai 78 : qu'est-ce qui a changé ?

Voici le temps des rétrospectives. Et des questions. Dix ans déjà. Il y a maintenant plus de livres et d'articles divers sur « la révolte de la jeunesse dans les années 60 » que sur les croisades. Et des films historiques, montages de documents images/sons, reconstitutions des événements alternant documents d'archives et témoignages actuels, sont au programme des chaînes de télévision et des salles de cinéma.

DP a rencontré Bernard Crettaz qui était en 1968 assistant en sociologie à l'Université de Genève. D'origine valaisanne, il faisait partie de ce très petit pourcentage d'étudiants qui provenaient des milieux petits paysans-ouvriers. Il fut un des leaders du CADE — Comité d'action pour la démocratisation des études —, le mouvement le plus dur de la critique et de la contestation de l'Université. Le CADE préconisait « une mise en question globale de notre société et la recherche d'un homme nouveau ».

Bernard Crettaz a collaboré à DP bi-mensuel jusqu'en 1971. Auteur de nombreuses études — il a participé notamment à l'ouvrage publié par Payot en 1971, « Jeunesse et Société, premiers jalons pour une politique de la jeunesse ». Il est aujourd'hui chargé de recherches au Musée d'ethnographie de Genève.

* * *

DP : Un magazine américain a révélé que des leaders des mouvements étudiants, très nombreux aux Etats-Unis dans les années 60, sont devenus les meilleurs cadres des grandes sociétés. Ils étaient très recherchés car on les considérait comme des meneurs d'hommes. En Suisse romande, à Genève, que sont devenus les leaders des mouvements de contestation ?

B.C. : On peut distinguer plusieurs catégories. Premièrement il y a ceux qui n'avaient grillé aucune carte, qui ont retrouvé très vite la filière professionnelle normale des universitaires. Leur engage-

ment a été considéré comme un péché de jeunesse, avec même un côté sympathique. Ils avaient interprété mai 68 en terme de « problème de la jeunesse », et fonctionnaient, eux, comme tampon entre les adultes et les jeunes.

Deuxièmement, il y a ceux qui se sont encore radicalisés davantage, à retardement, dans des groupuscules de plus en plus dogmatiques. Aujourd'hui on ne sait plus très bien ce qu'ils font.

Irradiation fantastique

Troisièmement, il y a ceux qui se sont retrouvés dans les milieux professionnels les plus divers. L'enseignement est peut-être la plus grande filière post 68. Mais il ne faut pas perdre de vue que les événements ont laissé une traînée monstre, qui n'est pas terminée. Chez nous, il y a eu une succession de crises dans les écoles, l'armée, les partis politiques, les administrations, dans certains secteurs professionnels. L'irradiation a été fantastique. C'est peut-être dans les milieux chrétiens que les retombées ont été les plus fortes.

Quatrièmement, il y a ceux qui se sont retrouvés dans les expériences marginales, surtout les communes, les différentes formes de communautés. On en parle beaucoup moins aujourd'hui, mais le mouvement n'est pas en perte de vitesse.

Enfin il y a tous ceux qui ont vécu une rupture de type personnel, sur le plan de la famille.

DP : Sur ce qui s'est passé en Suisse romande, en Suisse en général, il n'y a ni étude, ni livre, ni film importants. Comment expliquer cette situation ?
B.C. : Effectivement, il n'y a rien. Et ça vaut la peine d'essayer de comprendre pourquoi. A part le problème de l'édition, qui est propre à notre pays, il faut constater que si le mouvement de 68 a été utopique en France, il a été superutopique chez nous, dans une société d'hyperstabilité.

Une conscience s'est ouverte

Ce qui me frappe encore, c'est tout ce qu'on a pu dire, de délirant, et qu'on ait gagné une certaine faveur à l'Université et dans certains milieux. Une

conscience, et pas seulement une mauvaise conscience, s'est ouverte. A côté d'une utopie fondamentale. Car il fallait être fou pour poser les problèmes en termes de force révolutionnaire, d'association étudiants-ouvriers.

Il faut dire aussi que les gens de 68 refusent de jouer le rôle d'anciens combattants. Beaucoup d'entre eux ont voulu oublier le côté fête joyeuse pour se lancer dans des actions sérieuses. Enfin il faut relever, à Genève en particulier, la faible importance du mouvement. Presque tous les étudiants provenaient des milieux les plus bourgeois de la société. Nous avons eu à certains moments quelques apprentis, un ou deux ouvriers, mais le mouvement n'avait rien à voir avec le peuple. (Les revendications des étudiants ne signifient rien pour la classe moyenne, les habitants des petites villes Réd.)

DP : Est-ce qu'on peut expliquer mai 68 par la crise de l'autorité, cette rupture du contrôle des classes âgées sur les jeunes, cette perte des processus d'initiation ?

B.C. : Il est vrai que les contrôles des processus de socialisation jouent de façon moins forte : les garants de l'ordre social, les cadres idéologiques, la transmission des connaissances, la filière des valeurs, tout a craqué.

Trois filières

Les mouvements à Genève ont été la conjonction de trois situations. D'abord les événements en France. Il ne se serait rien produit chez nous s'il n'y avait pas eu les manifestations de Paris. Cela a toujours été, dans toutes les époques de l'histoire. Nous étions véritablement à l'écoute de Paris. Cela a provoqué une prise de conscience. Ce ne fut pas de l'imitation mais une incitation à la réflexion. Ensuite il y avait les contradictions de l'Université libérale. Toujours autonome elle devenait de plus en plus professionnelle. Si les étudiants en sociologie, ceux d'autres facultés aussi, ont joué un rôle critique, ce n'est pas parce qu'ils avaient des problèmes d'emplois. A Paris, oui, tous les étudiants

avaient des problèmes de travail. Mais à Genève personne ne venait dire : je n'ai pas de place, pas d'avenir. Personne ne se posait cette question.

Mais les étudiants étaient dans la place ils avaient des instruments d'analyse, ils refusaient cette professionnalisation sans question.

Enfin il y a des moments où s'opère une jonction symbolique et réelle, même si elle est utopique, des problèmes profonds et de l'événement. Toute une génération, en 68, a trouvé à s'exprimer, à exprimer historiquement des problèmes d'ordre psychologiques. Des problèmes qu'elle vivait intérieurement, elle les a fait passer au niveau du discours politique. Voilà le miracle de 68.

La communication

Quels étaient ces problèmes ? Ils étaient d'abord de communication. Le côté délire, hyperlangage, c'était l'explosion d'une société de silence. Enfin d'ordre sexuel et affectif. Il y a eu comme un défoulement profond, une libération. Plusieurs couples ont alors éclaté, ils n'ont pas résisté à cette soudaine libération. Tout cela a été d'autant plus fort en Suisse romande que la société était bloquée.

DP : On observe depuis dix ans une diminution des contraintes. Cette diminution des contraintes — Mai 68 a joué dans plusieurs domaines un rôle d'accélérateur — ne présente-t-elle pas des risques pour l'équilibre social ?

B.C. : En apparence, les codes de valeur, moraux, disciplinaires, etc., qui étaient ceux de nos parents et grands-parents, ont changé. Mais il y a une contradiction profonde entre la promesse permanente, entretenue, de libertés plus grandes, de changements, et par ailleurs l'augmentation des contraintes.

Violences du système

Je pense que toute la société exerce sur l'individu des contraintes toujours plus fortes : elles ne sont plus le fait des garants traditionnels, la religion, l'école, la famille, etc. ; elles relèvent des violences

des systèmes de la production, de la consommation, de la profession, etc. Toute notre société est une société de promesses. On est intoxiqué de changements, mais le changement réel n'arrive pas. Je pense que la crise de la jeunesse découle du fait de s'être sentie au cœur de la contradiction, entre la promesse de changement et l'absence de changement réel.

On parle toujours de la diminution de l'autorité de la famille. Je dirai qu'il y a plutôt augmentation. Avec les nouveaux rôles de l'école, le totalitarisme est en train de s'aggraver. Et toutes les contraintes sont intériorisées. C'est là une des grandes découvertes de Mai 68. Tous ceux qui ont fait l'expérience des communes ont fait aussi cette découverte.

DP : Et l'Université ? Que reste-t-il de Mai 68 ?

B.C. : Dans toutes les Universités le processus de scolarisation, de professionnalisation s'accroît : augmentation des règlements, sélection accentuée, fantasme du nombre. Les autorités ont maintenant des pouvoirs de contrainte. Car il y a surnombre, concurrence, chômage.

Après 68, il y a eu la grande jubilation des médiocres. Partout les problèmes de sens et de finalité ont cédé la place aux questions de fonctionnement. Nous avons créé comme une mauvaise conscience : à quoi ça sert, pourquoi ?

Fini le rêve !

Un peu partout en Suisse romande j'ai été invité, dans des paroisses, des sociétés, etc., à parler de la jeunesse. Les gens ne savaient pas, ne comprennent pas, ils posaient alors des questions. Aujourd'hui la médiocratie s'est installée, tout a été repris en terme de compétences, de quotidien. Fini le rêve, finie la récréation.

Il reste pourtant comme une peur constante de Mai 68. On a mis ces événements aux poubelles de l'histoire, comme s'ils représentaient un mouvement rétro des enfants de la grande bourgeoisie. Mais Mai 68 n'est pas fini. Il inaugurerait une série d'événements de type éruptif qui montrent que la

société n'a plus son code. Et notre société n'est pas guérie. Car aucun des problèmes soulevés en 68 n'a reçu de réponses. En particulier celui du sens, de la finalité.

Dans l'avenir, on ne peut qu'assister à de nouvelles séries d'éruptions. Tout ce qui n'est pas dit, tout ce qui s'accumule, tout cela fait pression. Quelles seront les formes de ces éruptions ? Quels en seront les acteurs ? On n'en sait rien.

Aujourd'hui, l'angoisse et l'inquiétude, la peur aussi, augmentent. Combien de personnes qui souffrent, autour de 40 ans surtout, dépriment et perdent pied ? Car nous n'avons plus de projet historique, ni dans le capitalisme ni dans le socialisme. Qui peut proposer un credo cohérent, un modèle mobilisateur ? C'est le scepticisme complet dans une société de peur et de médiocres.

On assiste à une renormalisation des processus de socialisation. Sans motivation, sans adhésion à un projet.

On revient de loin dans un rêve déçu. Alors on ne peut que faire autre chose.

Excursions pièges

A méthodes internationales, réponses internationales. Plusieurs journaux alémaniques ont reproduit un reportage détaillé de Kurt Brandenberger, du Bureau Cortesi, sur les courses en car organisées par certaines entreprises qui, par ce moyen, réussissent à réaliser de belles ventes aux dépens des consommateurs peu critiques et « piégés » par l'atmosphère de « course d'école » propre à ces excursions. La version française de l'article a paru début avril dans l'hebdomadaire « Biel-Bienne ». A la même époque « le consommateur d'Alsace » publiait aussi un article intitulé, « Les excursions-ventes : ça suffit ». D'une dénonciation à action commune pour éliminer, sur le plan international, ces ventes souvent peu loyales, le chemin n'est peut-être pas très long.